



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOIRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS DE LA LOIRE**

Service Environnement et prévention des risques

48 bis boulevard Jules Janin

42022 SAINT ETIENNE Cedex 01

ARRETE N° 352/DDPP/10

portant surveillance de la qualité des eaux souterraines

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 1989 modifié réglementant les activités de la S.A. FREUDENBERG à SAINT-ANDRE-LE-PUY - 293, rue des Sagnes ;
VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2006 fixant les objectifs de dépollution de la nappe phréatique ;
VU l'accusé de réception en date du 28 mars 2006 prenant acte du changement d'exploitant, la S.A.S. FLEXITECH EUROPE reprenant les activités S.A. FREUDENBERG ;
VU le bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines transmis le 17 novembre 2009 ;
VU le rapport de M. l'inspecteur des installations classées en date du 16 février 2010 ;
VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 3 mai 2010 ;
VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;
Considérant qu'il y a donc lieu d'imposer des prescriptions complémentaires notamment le traitement de la nappe afin de diminuer les concentrations en polluants ;
Considérant que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre ainsi de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

La Société Freudenberg PSPE S.A.S dont le siège social se trouve au PA de L'Orme, 5 rue Adrienne Bolland à Andrézieux-Bouthéon (Loire) est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines du site qu'elle exploite au 217 rue des Sagnes sur la commune de Saint-André-Le-Puy.

ARTICLE 1 : RESEAU DE FORAGE

Sur la base du rapport du bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines (transmission du 17 novembre 2009 de la société Flexitech), le réseau de piézomètres est défini par :

- le piézomètre Pz1,
- le piézomètre Pz8,
- le piézomètre Pz7,
- le piézomètre Pz5,

La position des piézomètres est précisée sur le plan de situation présenté en annexe 1.

ARTICLE 2 : PRELEVEMENT ET ECHANTILLONAGE DES EAUX SOUTERRAINES

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

ARTICLE 3: NATURE ET FREQUENCE D'ANALYSE

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- pH,
- conductivité,
- niveau piézométrique,

- indice hydrocarbures,
 - COHV (à minima ceux retenus par Étude Détaillée des Risques (001-RP/FRE146-V1-02) p42.
- Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Échéances de mise en œuvre

La société Freudenberg devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Réalisation des premières analyses : 2 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif stabilisé défini en accord avec l'inspecteur des installations classées sur la base de l'EDR (001-RP/FRE146-V1-02, p42) et des critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 4: BILAN QUADRIENNAL

Un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5: FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INFRACTION OU D'INOBSERVATIONS DU PRESENT ARRETE

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7 : AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 8 : DELAI DE RECOURS

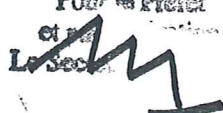
Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 9 : APPLICATION

Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Madame le maire de ST ANDRE LE PUY et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

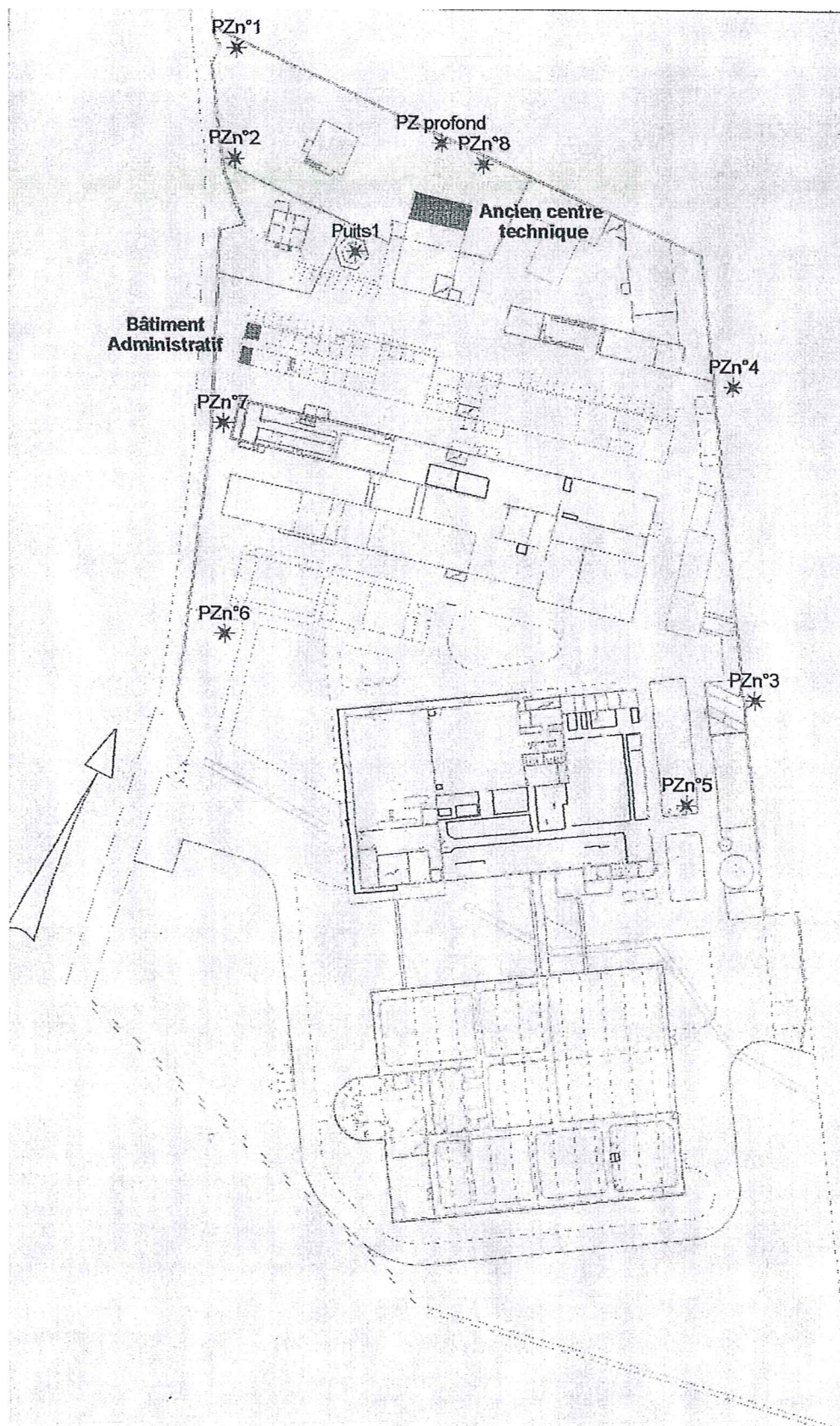
Fait à SAINT-ETIENNE, le

31 MAI 2010

Pour le Préfet
et par
Le Secrétaire

Patrick Fournier

ANNEXE 1

Plan du site et implantation des piézomètres



Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Société Freudenberg PSPE S.A.S
5 rue Adrienne Bolland - BP 142
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON

- Madame le maire de ST ANDRE LE PUY

- L'inspecteur des installations classées – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Unité territoriale de la Loire

- Archives uⁿ 352-DDPR 20

- Chrono